

Faire la globalisation et le bonheur du monde...

Du château de Rambouillet, qui accueillit en novembre 1975 le premier «G6», à Kananaskis, station des Rocheuses canadiennes et dernier bastion en 2002 du G7+1, un même leitmotiv: la nécessité de «relancer l'économie» par l'«ouverture des marchés». La lecture des déclarations¹ finales des sommets, seul acte public du G8, est à cet égard instructive. Une sorte d'histoire – partielle – de la globalisation néolibérale.

Contexte oblige, en 1975, la priorité de Rambouillet est encore de «réduire le gaspillage de ressources humaines que provoque le chômage» par la stabilité monétaire et la lutte contre l'inflation. Mais le texte paraphé par les six chefs d'Etat évoque déjà une nécessaire «augmentation du volume des échanges commerciaux». «Les négociations commerciales multilatérales devraient être accélérées. (...) Elles devraient viser à obtenir le plus haut niveau possible de libéralisation des échanges», plaide le document. En revanche, les questions de développement ou de solidarité avec le Sud sont, elles, pratiquement absentes. Tout juste mentionne-t-on que «la croissance et la stabilité de nos économies aideront à la prospérité de l'ensemble du monde industriel et des pays en développement (PED)».

Au fil des négociations du GATT (ex-OMC) des années 1970, bien que l'inflation et le pétrole dominant encore, la réduction des déficits publics et la dérégulation prennent toujours plus d'importance dans les déclarations.

A ce titre, celle de 1982 marque un tournant. Réalisé en France sous le présidence du socialiste François Mitterrand, le Sommet de Versailles met pour la première fois en tête de ses priorités les négociations du GATT et le renforcement du Fonds monétaire international (FMI). La nécessité d'un commerce renforcé avec les PED y est adjointe. Les sommets «modernes» sont lancés, et avec eux l'institutionnalisation du G7. Arrive, de concert, l'ère des contre-sommets. Sous la bannière des «TOES» (the other economic summit), des militants tiers-mondistes se greffent, dès 1984, sur ces grands-messes politiques. Annulation de la dette et critique du libre-échange sont déjà au programme de ces modestes réunions.

MONDIALISER LA CROISSANCE

«Croissance soutenue du commerce mondial, taux d'intérêts bas, marchés ouverts (...) sont essentiels pour rendre possible une croissance saine des PED et résoudre leurs difficultés économiques et financières», leur répond la déclaration de Bonn, en 1985. Les crises de la dette mexicaine et brésilienne sont passées par là. Les politiques d'«ajustement structurel» du FMI, prônées par le G7 dès 1983, lors du sommet de Williamsburg (USA), sont fortement encouragées. A Tokyo, en 1986, on renforce les structures de coordination du G7: les sept ministres des Finances se réuniront désormais en présommet.

La déclaration de Toronto, en 1988, voit apparaître le terme de «globalisation des marchés». Tirant un bilan positif de «quatorze années de profonde transformation des économies» – on est alors au paroxysme de la croissance des années 1980 – le texte consacre un chapitre entier à célébrer les nouvelles négociations du GATT, qui donneront naissance à l'OMC, et aux traités régionaux de libre-échange (ALENA, etc.). L'enfoncement progressif du Sud est également relevé, notamment sous l'angle de l'endettement. Sans, évidemment, que les sept grands n'établissent la moindre corrélation avec la croissance retrouvée du Nord ou les réformes structurelles mondiales.

REPRENDRE LA BASTILLE

La rue le fera pour eux, un an plus tard. Réuni à Paris, l'année du bicentenaire de la Révolution française, le G7 découvre sa première grande contestation. Plus de 2000 intellectuels, militants et artistes participent à un Sommet alternatif consacré principalement au calvaire de la dette des PED. Avec pour mot d'ordre «Ça suffat comme ci!» mouvements sociaux et partis de la gauche radicale réunissent des dizaines de milliers de personnes contre la tenue du G7, à deux pas de la Bastille... le 14 juillet 1989!

Côté officiel, on annonce que le Club de Paris a allégé, comme demandé par le G7, la dette de treize PED. On appelle ces 19 pays créanciers à un nouvel effort.

Quant à l'«effort» du G7 envers les endettés, il s'arrêtera là. La crise pointe à l'horizon et l'aide au Sud est réduite. Mieux vaut ne pas trop en parler, d'autant plus que la mobilisation de la Bastille reste sans

¹ Déclarations disponibles sur <http://www.g7.utoronto.ca/summit/index.htm> et <http://www.g8.fr>

lendemain. Les grandes déclarations des années suivantes seront donc consacrées à la «pleine intégration» des pays de l'Est dans... l'économie mondiale et le GATT. Dans les «souhaits» de la déclaration de 1991, on retrouve les grandes lignes de notre panorama libre-échangiste actuel: libéralisation de l'agriculture et des services, traité international garantissant la propriété intellectuelle (l'actuel ADPIC).

Halifax, en 1995, marque un nouveau virage. La seconde crise financière mexicaine, due cette fois à son inclusion dans le marché mondial, rappelle au monde ce type de «catastrophe naturelle» oubliée depuis 1929: le krach boursier d'une nation. «Nous avons tous intérêt à faire en sorte que la communauté internationale demeure apte à gérer les risques inhérents à l'augmentation des apports de capitaux privés, à l'intégration accrue des marchés financiers intérieurs et au rythme accéléré de l'innovation financière», constatent les sept. Ils donnent dès lors de nouvelles compétences de prévention et d'intervention au FMI... mais réitèrent leur «demande que les pays soient continuellement encouragés à éliminer les restrictions posées aux marchés des capitaux»... «Les risques de la mondialisation» ne quitteront plus le devant de la scène, sans pour autant freiner l'impulsion de politiques libérales.

ANTI-G8 ET DISCOURS SOCIAL

Le Sommet de Lyon, en 1996, marque la seconde irruption massive de la contestation. Autour des «Autres voix de la planète», un forum regroupe des centaines de délégués, tandis que 10 000 altermondialistes de la première heure sillonnent la capitale rhodanienne. 50 000 syndicalistes les suivront peu après. Sous pression, les sept apporteront un timide soutien au plan des institutions financières pour rendre «supportable» la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ), sans en fixer précisément les modalités. Pas plus que l'année suivante, à Denver, où les huit appellent de leurs vœux un «nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique». Cette très longue déclaration témoigne, en outre, d'un élargissement important des thématiques soulevées au G7+1. Cela va désormais du «clonage humain» aux questions spatiales, en passant par l'engagement (non tenu) d'interdire les mines antipersonnel.

Le Sommet de Birmingham, en 1998, est celui de l'effondrement financier de l'Asie et d'une très forte mobilisation anti-dette. Quelque 60 000 personnes forment une chaîne humaine de 9 kilomètres. A Cologne, en 1999, face à 30 000 manifestants qui réclament l'annulation des créances publiques des 165 PED (1600 milliards de dollars), le G8 accepte d'élargir le plan en faveur des 42 PPTÉ jusqu'à un montant de 70 milliards².

2001, c'est Gênes, et la brutale répression de centaines de milliers de contestataires. Mais ce sont aussi les derniers préparatifs pour le cycle OMC de dérégulation lancé, par la suite, à Doha. C'est enfin la visite de certains présidents africains, venus présenter le NEPAD, Nouveau partenariat pour le développement en Afrique, qui doit aider le continent à mieux s'intégrer au marché mondial et augmenter l'aide au développement (en chute de 43% depuis 1990. Le G8 promet son aide. Mais deux ans plus tard, le NEPAD n'est toujours pas entré dans les faits et aucun engagement financier n'a été pris. Et à Evian?

² Montant jamais atteint. Jusqu'en 2002, selon le FMI, 40 milliards auraient été effacés. Un montant souvent jugé surévalué. Précisons que ces effacements n'ont été qu'en partie à la charge des huit.